

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 199/00

ÉFAI – 000431 – AMR 34/028/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

GUATÉMALA

**Rodrigo Salvado
Mario Domingo**

Londres, le 6 juillet 2000

Deux membres de l'équipe chargée d'enquêter sur le meurtre d'un archevêque guatémaltèque ont reçu des menaces de mort. Ces tentatives d'intimidation ont commencé après qu'un juge eut statué que trois militaires de haut rang devraient répondre de ce crime devant la justice. De nombreuses autres personnes impliquées dans cette enquête ont été menacées de mort, et plusieurs ont fui le pays.

Mgr Juan José Gerardi Conedera a été retrouvé battu à mort avec un pavé en avril 1998, deux jours après avoir présenté un rapport attribuant aux forces de sécurité la responsabilité de la majorité des atrocités commises au cours de la guerre civile qui a ravagé le pays durant plus de trente ans. Évêque auxiliaire de Guatémala et coordonnateur de l'*Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala* (ODHAG, Service des droits humains de l'archevêché du Guatemala), ce religieux avait été l'un des principaux artisans des investigations menées par l'Église catholique qui avaient débouché sur la publication de ce rapport circonstancié.

Rodrigo Salvado et Mario Domingo travaillent sur l'affaire Gerardi pour le compte de l'ODHAG. Le 18 mai, la juge chargée du dossier a statué qu'elle ne disposait pas de preuves suffisantes pour traduire en justice trois militaires de haut rang et de ux civils mis en cause. Cette magistrate, Flor de María García Villatoro, a elle-même été menacée. Les deux juges auxquels avait précédemment été confiée l'affaire ont démissionné et l'un d'eux a fui le pays (voir l'AU 137/00, AMR 34/017/00 du 26 mai 2000).

À la suite du jugement rendu par cette magistrate, Rodrigo Salvado a trouvé un message sur la boîte vocale de son téléphone portable laissant entendre que son nom figurait sur une « *liste noire* » de personnes faisant l'objet d'enquêtes ouvertes par le gouvernement. Depuis lors, il a été menacé par téléphone à de nombreuses reprises. Au cours d'une même journée, il a été appelé une vingtaine de fois à son domicile, par un homme qui l'a insulté ainsi que sa famille et a déclaré qu'un groupe se rendait chez lui pour le tuer à minuit.

Mario Domingo, le conseiller juridique de l'ODHAG pour l'affaire Gerardi, a reçu des menaces téléphoniques sur son lieu de travail. Au cours d'un de ces appels, le correspondant a fait entendre une chanson intitulée « *El Desaparecido* » [« *Le disparu* »]. En d'autres occasions, un homme a appelé de manière répétée en demandant à parler au « *Colonel Ochoa* », bien qu'on lui eût dit que personne de ce nom ne travaillait là.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nombre de personnes impliquées dans l'affaire Gerardi ont déjà été victimes de menaces de mort et d'actes d'intimidation avant Rodrigo Salvado et Mario Domingo. En avril 1999, trois hommes armés se sont introduits par la force chez Ronalth Ochaeta, qui exerçait alors les fonctions de directeur de l'ODHAG. Après avoir placé une arme à feu sur la tempe de son fils, âgé de quatre ans, ils sont repartis en laissant une boîte en forme de bombe dans laquelle ils avaient déposé une brique. Il s'agissait d'une allusion explicite au pavé avec lequel Mgr Juan José Gerardi Conedera avait été battu à mort presque un an auparavant.

À la suite de pressions internationales, le juge et le procureur initialement chargés du dossier ont été contraints de démissionner, après avoir été accusés d'ignorer des éléments de preuve indiquant que l'armée était impliquée dans le meurtre de Mgr Juan José Gerardi Conedera. Un mois à peine après s'être vu confier ce dossier, le deuxième juge chargé de l'affaire a abandonné ses fonctions et fui au Canada, après avoir reçu des menaces de mort. En février 1999, un témoin clé, le chauffeur de taxi Diego Méndez, qui avait vu un véhicule militaire à proximité du domicile de l'évêque au moment du meurtre, a également fui au Canada après avoir survécu à un enlèvement et avoir été menacé de mort. Un ancien membre de la garde présidentielle, le sergent Jorge Aguilar, s'est réfugié à son tour au Canada en août 1999, deux jours après avoir accusé certains de ces collègues d'être impliqués dans le meurtre. Le 7 octobre 1999, le magistrat chargé de l'instruction a démissionné et fui le pays, après avoir été menacé de mort de manière répétée.

ACTION RECOMMANDÉE : aérogramme / lettre par avion / fax / courrier électronique (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Rodrigo Salvado et Mario Domingo ;
- appelez les autorités à ouvrir immédiatement une enquête exhaustive sur les informations selon lesquelles ces deux hommes ont été menacés de mort, et à traduire en justice les responsables ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures efficaces pour garantir la sécurité de toutes les personnes impliquées dans l'enquête sur le meurtre de Mgr Juan José Gerardi Conedera, et à déférer à la justice tout individu ayant joué un rôle avéré dans ce meurtre, quelles que puissent être ses fonctions ;
- déclarez-vous préoccupé par la sécurité de toutes les personnes impliquées dans le projet de Récupération de la mémoire historique (REMHI) de l'Église guatémaltèque, dont le rapport a été rendu public en 1998, et demandez aux autorités de garantir leur protection.

APPELS À :

1) Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6^a Avenida "A" 4-18, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 221 4423

Formule d'appel : *Señor Presidente*, / Monsieur le Président
de la République,

2) Ministre de la Défense :

Col. Juan de Dios Estrada V.
Ministro de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa
Antigua Escuela Politécnica
Avenida Reforma 1-45, Zona 10
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 360 9919

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

3) Ministre de l'Intérieur :

Lic. Guillermo Ruiz Wong
Ministro de Gobernación
Ministerio de Gobernación
6^a Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 362 0239 / 362 0237

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Service des droits humains de l'archevêché du Guatemala :

Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG)
6a Calle 7-70, Zona 1, Apartado Postal 723
Guatemala 01001, Guatemala
Fax : 502 232 8384
Courrier électronique: ddhh@odhag.org.gt

Journal :

Cerigua, 2^a calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 238 1456 / 221 2521
Courriers électroniques : cerigua@guate.net

Journal :

Diario Prensa Libre,
13 Calle 9-31, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 251 8768
Courriers électroniques :
medioselectronicos@prensalibre.com.gt

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 17 AOÛT 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*